

A bas la guerre ! Non à l'économie de guerre !

Montreuil, le 10 mars 2025

« *Nous sommes en guerre* » scande le président Macron comme au temps du Covid. La pression ne fait que commencer pour, au nom du « monde libre », justifier son budget de misère et la destruction des acquis sociaux en continuant d'alimenter la marche à la guerre. La guerre en Ukraine a provoqué des centaines de milliers de morts des deux côtés du front, ainsi qu'une destruction immense et l'exode de millions de personnes.

Nous voulons l'arrêt de la guerre et nous ne soutenons ni Trump, ni Poutine, ni Zelensky, ni Macron !

Il faudrait selon le chef de l'Etat « resserrer les rangs » dans une unité nationale qui conduirait politiques et syndicalistes à faire des propositions pour répondre aux efforts de guerre. Le ministre de la défense a donné une feuille de route : il faudrait passer à 90 milliards d'euros par an pour les dépenses de guerre, c'est-à-dire une fois et demie le budget de l'Éducation nationale.

Notre Confédération a répondu : « *FO ne veut participer ni à l'instrumentalisation, ni à l'intégration des organisations syndicales de salariés dans une économie de guerre, synonyme de renoncement et d'abandon des revendications des travailleurs.* »

Pas question de renoncer à nos revendications vitales, à commencer par l'abrogation de la réforme des retraites Macron-Borne et l'augmentation générale des salaires !

Pas question de tourner le dos aux mobilisations qui se développent partout en France dans l'unité avec les parents d'élèves pour défendre les classes et exiger des moyens à hauteur des besoins !

Pas question de tourner le dos au combat des étudiants qui manifestent dans les universités contre les coupes budgétaires et la sélection ! Nous sommes et resterons aux côtés de la jeunesse, qui s'est toujours soulevée contre les guerres, et qui continue de refuser le génocide en cours à Gaza.

Nous sommes aux côtés de tous ceux qui veulent faire barrage à l'austérité dévastatrice et à toutes les mesures réactionnaires prises par ce gouvernement pour nous diviser.

Organisons l'action commune des personnels, des parents et de la jeunesse, unis sur leurs revendications pour les bloquer ! Regroupons-nous, discutons des moyens efficaces de gagner, à commencer par la grève !

Le 15 mars, nous irons au ministère porter les cahiers de revendications des parents et personnels qui refusent la destruction de l'École au nom d'une guerre qui n'est pas la nôtre.

**Rdv le 15 mars à 14h00, place J. Bainville, métro Solférino
De l'argent pour l'École et pour nos facs !
Pas un euro pour la guerre !**